



ACTUALITES ECONOMIQUES ET FINANCIERES DU PORTUGAL

Du 3 au 14 mai 2018

Indicateurs macroéconomiques

Croissance PIB (%)	2017 (INE)	2,7
	Prévision 2018 (Gouvernement - Pstab*)	2,3
Déficit public (% du PIB)	2017 (INE)	-3,0**
	Prévision 2018 (Gouvernement - Pstab)	-0,7
Solde primaire (% du PIB, 2017) (Gouvernement)		3,0
Dette (% du PIB)	2017 (INE)	125,7
	Prévision 2018 (Gouvernement - Pstab)	122,2
Exportations de biens (Md€, mois de mars 2018) (INE)		4,9
Importations de biens (Md€, mois de mars 2018) (INE)		6,2
Exportations de services (Md€, mois de février 2018) (Banco de Portugal)		1,9
Importations de services (Md€, mois de février 2018) (Banco de Portugal)		1,1
Inflation sous-jacente (% , avril 2018) (INE)		0,7
Taux de chômage	(% , 2017) (INE)	8,1
	(% , prévision fin 2018) (Gouvernement - Pstab)	7,6
	(% , estimation mars 2018) (INE)	7,4

* Programme de stabilité

** hors prise en compte de la recapitalisation de la banque publique Caixa Geral de Depósitos, le déficit public s'élève à 0,92 % du PIB

Situation budgétaire

- **Cadre Financier Pluriannuel 2021-2027**

Le 2 mai, le président de la Commission européenne (CE) Jean-Claude Juncker a présenté la proposition de la CE pour le cadre financier pluriannuel 2021-2027, portant le budget européen à 1135 Md€ (prix courants) et la contribution des Etats membres à 1,1 % du revenu national brut. **Le fonds de cohésion et la Politique agricole commune subiraient une baisse de 5 %** Le Président de la République Marcelo Rebelo de Sousa, le Premier Ministre António Costa, le Ministre de l'Agriculture Capoulas Santos et des députés portugais au Parlement européen ont qualifié la proposition de la Commission d'« *inacceptable* ». Dans un communiqué, le Ministre portugais des Affaires étrangères, Augusto Santos Silva, a qualifié cette annonce de « *mauvais départ* » ; « *les fonds de cohésion et la PAC, compte tenu de leur rôle fondamental pour l'intégration européenne et la convergence socio-économique, ne doivent pas servir de variable d'ajustement* ». **Les autorités portugaises, contrariées, demeurent toutefois optimistes quant à la possibilité de changer de cap et affichent une attitude constructive.**

- **L'IGCP réalise deux émissions de dette**

Le 9 mai, l'agence portugaise de gestion du Trésor et de la dette publique (IGCP) a réalisé deux nouvelles émissions d'obligations du Trésor, pour un montant de 724 M€ et 483 M€ à des taux record, respectivement avec des maturités à 5 ans à un taux de 0,529 % et à 10 ans à un taux de 1,670 %.

- **Le Conseil des ministres a approuvé un projet de loi modifiant la loi sur les finances locales ainsi que la création d'un fonds pour l'innovation sociale**

Le 3 mai, le Conseil des ministres a approuvé un décret-loi créant un Fonds pour l'Innovation Sociale (FIS), de titres d'impact social (instrument de financement de projets innovants pour la mise en œuvre de politiques publiques), d'un programme de partenariats pour l'impact (cofinancement de projets innovants par des investisseurs, l'Etat et des fonds européens) et d'un programme d'autonomisation pour l'investissement social. Le FIS aura pour objectif la réalisation d'opérations de financement et de co-investissement de capital dans des PME et entités de l'économie sociale agissant dans le cadre de l'Initiative d'Innovation et d'Entrepreneuriat Social, programme d'action gouvernemental créée en 2014.

Le 10 mai, le Conseil des ministres a approuvé le projet de loi sur le régime d'accès et d'échange d'informations financières sur les comptes bancaires des résidents nationaux et étrangers dont le solde est supérieur à 50.000 €. Les établissements bancaires devront transmettre les informations relatives aux soldes des comptes concernés à l'Autorité Fiscale et Douanière, sans obtenir l'autorisation d'un juge comme exigé auparavant. Le régime permettra de recueillir les premières informations en 2019 pour l'année 2018. Le ministre des Finances Mário Centeno a souligné l'importance de ce régime dans la lutte contre le blanchiment d'argent, la fraude et l'évasion fiscale.

Dans une allocution le 9 mai, le président de la République Marcelo Rebelo de Sousa a indiqué que la consolidation en cours du secteur bancaire permettait que ce projet de loi soit voté. Pour rappel, Marcelo Rebelo de Sousa avait exercé son droit de veto sur le projet de loi initialement présenté en septembre 2016.

Situation des établissements bancaires

- **CaixaBank achète les parts d'Allianz et lance une OPA pour acquérir 100 % de BPI**

Le 6 mai, la banque catalane *CaixaBank* a annoncé qu'elle avait acheté la participation du groupe allemand d'assurances et de gestion d'actifs *Allianz* dans la banque portugaise *BPI* (*CaixaBank* 84,51 %, *Allianz* 8,425 %) pour un montant de 177,98 M€ et qu'elle a proposé d'acquérir les titres restants de *BPI* dans le but de devenir son unique actionnaire. *CaixaBank* devra convoquer une assemblée générale de *BPI*, sous un mois, pour que soit changé le statut de la banque en société à capital ouvert, actant sa sortie de la bourse, et pour lancer une OPA estimée à 149,24 M€ pour détenir 100 % de *BPI*.

Pour rappel, *CaixaBank* avait déjà augmenté sa participation (de 45,5 % à 84,51 %) dans *BPI* en 2017 à la suite d'une OPA, pour un montant de 644,5 M€.

- **Caixa Geral de Depósitos (CGD) obtient de la Commission européenne la modification du niveau de risque des titres de dette qu'elle doit émettre dans le cadre de son plan de recapitalisation**

Le 11 mai, la Commission européenne a autorisé la banque publique *Caixa Geral de Depósitos* (CGD) à émettre des titres de dette subordonnée perpétuelle de niveau 2 (Tier 2) au lieu de 1 (AT1), dont le niveau de

risque est plus faible et les taux moins élevés, dans le cadre de son plan de recapitalisation. Cette décision devrait permettre à la CGD d'économiser entre 17,5 et 20 M€ par an ; la prochaine émission devrait avoir lieu cette année pour un montant de 430 M€.

Le plan de recapitalisation de la CGD a été lancé afin de respecter les ratios de solvabilité requis par la réglementation européenne. La première émission de dette perpétuelle avait été réalisée en 2016 pour un montant de 500 M€ à un taux de 10,75 %.

Relations bilatérales

- **Le solde de la balance commerciale de la France avec le Portugal se dégrade au 1^{er} trimestre 2018**

Selon les douanes françaises, au 1^{er} trimestre 2018, **les exportations françaises vers le Portugal se sont élevées à 1,3 Md€, soit une faible croissance de 2,2 % en glissement annuel**. Les exportations d'« autres produits industriels » (textiles, bois, produits chimiques, pharmaceutiques, caoutchouc, métallurgie et produits manufacturés) qui représentent le 1^{er} poste d'exportation ont légèrement diminué (- 1,7 %) tandis que celles de matériels de transport ont sensiblement augmenté (+ 13,4 %). Bien que les exportations de produits agroalimentaires aient augmenté (+ 8,9 %), celles de produits agricoles, sylvicoles, de la pêche et de l'aquaculture ont fortement diminué (- 14,8 %).

Les importations françaises en provenance du Portugal se sont élevées à 1,7 Md€, en hausse de 9,5 % en glissement annuel. Les importations d'« autres produits industriels » ont augmenté de 2,9 %, tout comme celles d'équipements mécaniques, matériel électrique, électronique et informatique qui ont augmenté de 11,4 %. **Les importations de matériels de transport (2^{ème} poste d'importation) ont enregistré la plus forte hausse avec + 43,9 %**.

En conséquence, **le déficit de la balance commerciale française avec le Portugal s'est accru, passant de 252 M€ au 1^{er} trimestre 2017 à 368 M€ au 1^{er} trimestre 2018**. **La balance commerciale bilatérale de la France suit une dynamique inverse** : au 1^{er} trimestre 2018, le déficit s'est élevé à - 15,8 Md€ contre - 19,0 Md€ au 1^{er} trimestre 2017.

Sectoriel

- **Plusieurs investissements vont être réalisés dans les infrastructures ferroviaires et routières**

L'entreprise publique Infrastructures du Portugal (IP), a lancé un nouvel appel d'offres dans le cadre du plan de rénovation ferroviaire *Ferrovias 2020*, pour la construction d'un tronçon de la ligne d'Evora entre Alandroal et la ligne de l'Est, qui intégrera le futur Corridor International Sud (reliant le port en eaux profondes de Sines à l'Espagne et au reste de l'Europe). La construction d'une nouvelle plateforme et d'une extension de la ligne sur 38,5 km sera attribuée pour un montant estimé à 195 M€ et les travaux devraient s'étaler sur 28 mois. En comptant les deux autres appels d'offres lancés en mars 2018 pour les tronçons Évora Nord - Freixo et Freixo - Alandroal, la nouvelle ligne d'Évora s'étendra sur 100 km dont 80 km de ligne nouvelle et permettra de réduire de 140 km la distance sur ce trajet.

Le 4 mai, le Ministre du plan et des infrastructures Pedro Marques a annoncé **le lancement de la rénovation de l'autoroute « Itinéraire Principal 3 » (IP3) entre Viseu et Coimbra** afin de transformer 85 % du tronçon actuel en route à deux voies, de renforcer sa sécurité et de permettre une réduction du temps de trajet d'un

tiers. Le projet débutera en 2019 avec l'étude d'impact environnemental et se déroulera sur trois à quatre ans pour **un investissement de 134 M€**.

- **Altice fait de nouvelles propositions pour parvenir à un compromis sur l'achat de Media Capital**

Le groupe Altice a soumis huit propositions à l'Autorité de la Concurrence portugaise (AdC), afin d'obtenir son accord pour l'achat par *Meo* (entreprise de télécommunications contrôlée par Altice) du groupe de télécommunications *Media Capital*. Cette acquisition, estimée à 440 M€, fait l'objet d'une enquête approfondie de l'AdC depuis le 15 février 2018. Ces propositions pourraient accélérer le processus d'évaluation de l'AdC qui a jusqu'au 21 mai pour auditionner les concurrents de *Meo* et de *Media Capital*.

- **L'étude d'impact environnemental du projet d'aéroport de Montijo a été transmise au Gouvernement**

L'entreprise de gestion des aéroports ANA – *Aerportos de Portugal* (propriété du groupe Vinci) a remis l'étude d'impact environnemental du projet d'aéroport de Montijo au Gouvernement dans la semaine du 8 mai. D'après les conclusions de l'entreprise qui l'a réalisée, *Profico Ambiente*, le projet d'aéroport aurait un impact faible sur l'environnement et ne compromettrait pas le choix de localisation du projet. L'étude sera analysée par l'Agence Portugaise de l'Environnement (APA) pour validation (sa décision devant être connue dans les six prochains mois) et sera disponible en consultation publique pendant 40 jours. Sous réserve de l'approbation de l'APA, les travaux pourraient commencer mi-2019 et se conclure en 2022. Le projet d'aéroport de Montijo permettrait de créer entre 800 et 900 emplois par million de passagers et d'accueillir jusqu'à près de 50 M de passagers par an au total à Lisbonne.

- **Savannah Resources investit dans le lithium au Portugal**

L'entreprise britannique de développement et gestion d'infrastructures minières *Savannah Resources* a annoncé la découverte de 14 M de tonnes de spodumène avec 1,1 % d'oxyde de lithium dans la mine de Mina do Barroso (Nord du Portugal), soit la plus grande réserve d'Europe de l'Ouest. Entre 8 et 12 M de tonnes supplémentaires seraient potentiellement présentes dans les sols d'après l'entreprise. *Savannah Resources* pourrait réaliser un investissement de 100 M€, la décision de développement du projet devant être prise en 2019.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique de Lisbonne (adresser les demandes à lisbonne@dgtresor.gov.fr

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Auteur : SE de Lisbonne

Ambassade de France au Portugal - Service Économique

Adresse :

Rua Santos-o-velho, 5,
1249-079 Lisbonne
PORTUGAL

Rédigé par : Léa AUTIER / Christine REBECHÉ

Revu par : Stanislas GODEFROY